

**ODILE MOREAU**

**L'Empire ottoman  
au XIX<sup>e</sup> siècle**

**ARMAND COLIN**

# À Anaïs

Collection *Mnémosya*

Ouvrage publié sous la direction de Maurice Vaïsse  
Illustration de couverture : Anonyme, Le sultan Abdülmedjid I<sup>er</sup> (1823-1861)  
Musée Pera, Istanbul © Heritage Images / Fine Art Images / akg-images

Composition : Nord Compo

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Armand Colin, 2020

Armand Colin est une marque de  
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

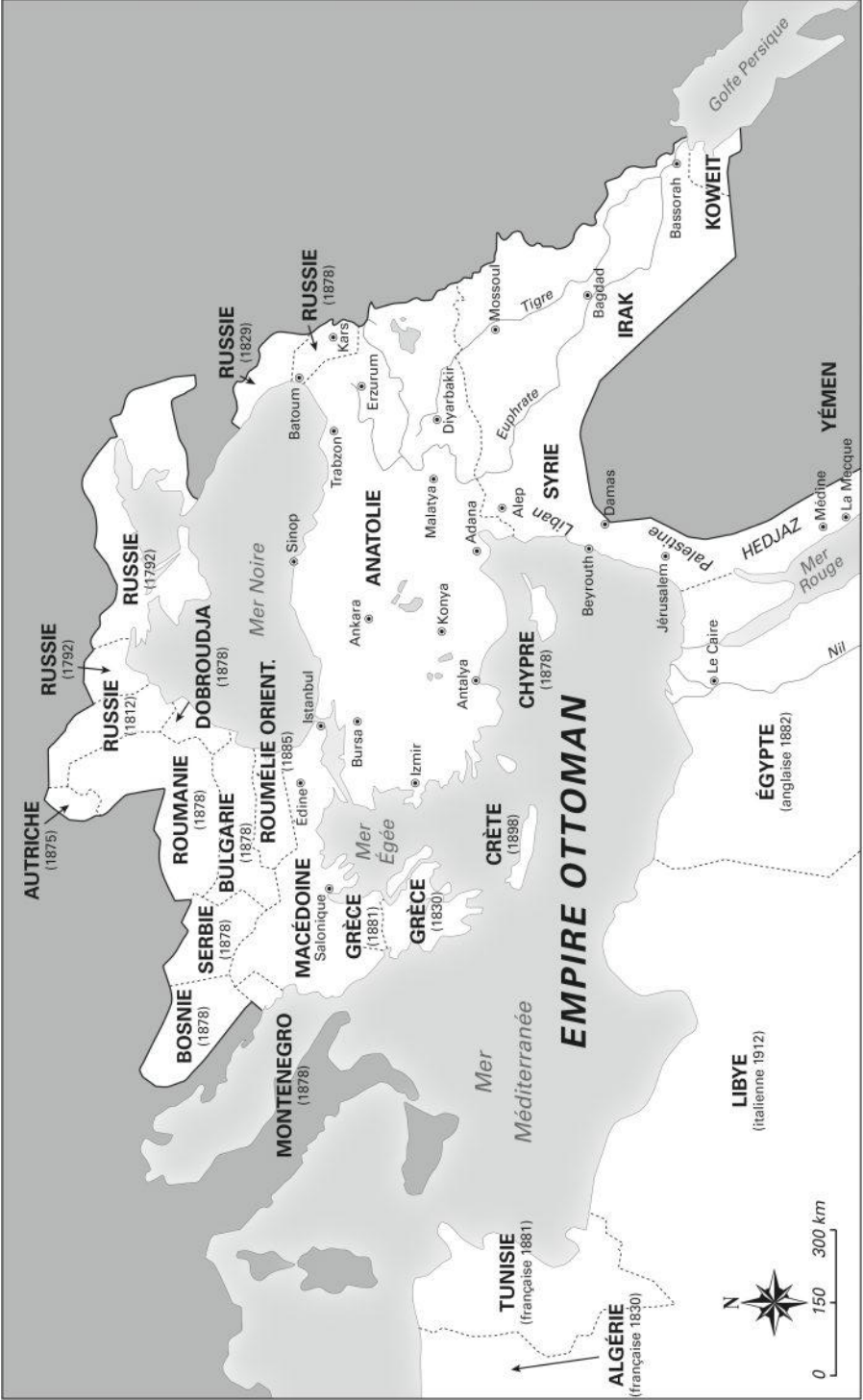
[www.armand-colin.com](http://www.armand-colin.com)

ISBN : 978-2-200-61422-5

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Carte générale de l'Empire ottoman



# Introduction

L'Empire ottoman fut l'un des empires au monde à enregistrer une très grande longévité, de plus de six siècles et il fut, par ailleurs, également le dernier empire méditerranéen. De surcroît, il rayonna sur trois continents, l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Issu d'une petite principauté musulmane fondée au XIII<sup>e</sup> siècle par Osman, l'Empire ottoman avait établi sa première capitale à Bursa [Brousse] (1326-1366), en Anatolie, puis la deuxième à Andrinople [Edirne] (1366-1458), en Europe. La prise de Constantinople, en 1453, allait en faire sa capitale jusqu'à la fin de l'Empire ottoman, dans le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Pendant plus de quatre siècles, à partir du début du XVI<sup>e</sup> siècle et jusqu'à son abolition en 1924, il était aussi le siège de l'institution califale et il était considéré par l'Europe comme le seul représentant du monde musulman. Au cours de sa longue histoire, l'Empire ottoman fut quasiment toujours présent sur le continent européen, confronté aux autres pays d'Europe avec lesquels il entretenait différentes formes de cohabitation et d'interactions, et il fut, de manière continue, au contact de formes d'altérité religieuses, politiques, culturelles et économiques.

Le long XIX<sup>e</sup> siècle ottoman correspond au treizième siècle de l'Hégire qui débuta avec le règne du sultan Selim III (r. 1789-1807), qui accéda au trône en avril 1789, et il se termina par l'un des plus longs règnes de l'histoire ottomane, celui du sultan Abdülhamid II (r. 1876-1909), qui inaugura le début du XX<sup>e</sup> siècle de l'Empire ottoman. Puis, les deux derniers souverains de l'Empire ottoman furent Mehmed V, Rechad (r. 1909-1918) et Mehmed VI, Vahdeddin (r. 1919-1922). Ainsi, le long XIX<sup>e</sup> siècle ottoman couvrit la période allant de 1789, inaugurée par le règne du sultan Selim III jusqu'à la fin de l'Empire ottoman, aux lendemains de la fin de la Première Guerre mondiale, jusqu'en 1923, date de sa disparition.

Certains auteurs turcs, tel İlber Ortaylı, estiment qu'il s'agit du siècle le plus long de l'histoire ottomane. Pourquoi considérer le XIX<sup>e</sup> siècle comme le plus long ? Car il fut, sans conteste, le plus tumultueux et le plus dangereux, tant pour la survie de la dynastie ottomane que celle de l'Empire lui-même. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Empire ottoman se trouvait effectivement à la croisée des chemins.

L'année 1774 fut une date ô combien symbolique puisqu'elle est retenue comme le marqueur du début de la question d'Orient. Cette année-là, à l'issue de la guerre russo-ottomane de 1768 à 1774, la Russie obtint, par le traité de Küçük Kaynardja, la liberté de circulation de ses navires marchands à travers les détroits du Bosphore et des Dardanelles, ouvrant ainsi le territoire de l'Empire ottoman, à l'exception de sa capitale, au commerce russe.

Le XIX<sup>e</sup> siècle ottoman apparaît aussi comme un siècle neuf avec de nouveaux enjeux, dans le sens où il était porteur de l'impératif de rénovation et de renouvellement indispensable à sa survie. Cette problématique inédite allait susciter une recherche active de nouvelles réponses à mettre en œuvre. Son histoire fut aussi celle du passage d'un ordre ancien à un ordre nouveau qui, à la différence de la Révolution française, ne s'effectua pas de manière linéaire et tranchée avec un avant et un après. En effet, les mutations institutionnelles, sociales et culturelles qui allaient bouleverser l'ordre ottoman hérité de la période classique s'effectuèrent par strates successives. De plus, elles empruntèrent des temporalités distinctes entre le centre et les provinces de l'Empire et elles se caractérisèrent par une pluralité de pôles réformateurs.

La « question d'Orient » commença à se poser à la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et à être débattue dans les chancelleries européennes. *Stricto sensu*, la « question d'Orient » débuta en 1774, lors de la signature du traité de Küçük Kaynardja, à l'issue d'une guerre contre la Russie qui se solda par une défaite de l'Empire ottoman, pour se terminer en 1923, lors de la proclamation de la république de Turquie. La question russe fut un enjeu primordial pour l'Empire ottoman au XIX<sup>e</sup> siècle. Les guerres de 1768-1774 ainsi que la Première Guerre mondiale, qui marquèrent le début et la fin du long XIX<sup>e</sup> siècle ottoman, furent toutes deux des conflits opposant l'Empire ottoman à la Russie et cinq autres guerres russo-ottomanes survinrent au cours de ce siècle.

Le long XIX<sup>e</sup> siècle ottoman s'inscrivit dans la continuité du XVIII<sup>e</sup> siècle, continuant le processus de transformations, de réformes amorcées, au cours duquel elles allaient non seulement se développer, mais aussi s'intensifier. Par ailleurs, le XIX<sup>e</sup> siècle ottoman, malgré l'enclenchement d'un processus de réformes considérables ne parvint pas à enrayer les pertes territoriales qui se poursuivirent de manière importante. Les phénomènes de contestation, qui s'exprimaient tant au centre qu'à la périphérie, atteignirent un niveau de complexité plus grand en raison des interactions croissantes entre les menaces intérieures et extérieures. En effet, les soulèvements et contestations locaux étaient, dans l'immense majorité des cas, soutenus par des puissances étrangères. Ainsi, le XIX<sup>e</sup> siècle ottoman se caractérisa aussi par une complexification des menaces auxquelles il devait faire face.

Certes, l'Empire ottoman s'était engagé dans un processus de modernisation dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il était entré dans une ère de réformes, caractérisée par une dynamique de changement pour assurer la pérennité de l'Empire. Dès cette époque, l'Empire ottoman présenta une importante capacité à réformer ses institutions et à transformer sa société, en mêlant la tradition coranique à la pensée européenne. Ainsi, un siècle après l'Europe, les Ottomans initièrent un siècle des Lumières, porteur de modernisation et de sécularisation.

L'un des traits les plus saillants du XIX<sup>e</sup> siècle ottoman fut le développement de la centralisation. En effet, l'État central se renforça et acquit des attributions plus importantes, revêtant un impact jusqu'alors inégalé sur la société ottomane qu'il cherchait à façonner et à contrôler. Ainsi, il allait provoquer des bouleversements institutionnels, sociaux, politiques et culturels extrêmement prégnants. Dans l'Empire ottoman, la réforme de l'armée, inaugurée en 1826, conditionna l'ensemble des réformes civiles des *Tanzîmât*. Les moyens de contrôle de l'État évoluèrent, notamment grâce à la formation d'une large armée de conscription et au développement de la bureaucratie civile.

Les *Tanzîmât* avaient pour ambition de réorganiser la société ottomane dans son ensemble et donc les rapports entre État et société. La redéfinition du statut des non-musulmans fut un enjeu important et il était au cœur de la problématique des *Tanzîmât* et des grands édits de réformes. La question du statut personnel fut elle aussi posée, y compris de celui du statut de la femme.

Ainsi, le XIX<sup>e</sup> siècle ottoman fut un long siècle de réformes mises en œuvre par le haut, par le pouvoir central, et qui se diffusèrent aussi dans les provinces, mais non de manière linéaire. L'une des grandes originalités était le phénomène du polycentrisme des réformes entre le centre de l'Empire ottoman, Istanbul et la très dynamique province d'Égypte, conduite par Muhammad Ali Pacha qui allait chercher à s'émanciper et directement menacer le sultan ottoman. Dans une moindre mesure, la province éloignée de Tunisie fut elle aussi un pôle réformateur, sans toutefois s'inscrire dans une dynamique de confrontation avec le centre de l'Empire.

## La période classique jusqu'aux réformes de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle

L'Âge d'or ottoman fut atteint sous le règne de Soliman le Magnifique (r. 1520-1566), à la tête d'un empire contigu extrêmement vaste qui, lors de son extension maximale, était à cheval sur trois continents, l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Il s'étendait alors, à l'ouest, de la frontière du Maroc, de la Moulouya jusqu'à la

Perse à l'Est et à l'océan Indien. En Europe, son territoire couvrait d'un quart à un tiers du continent européen, comprenant l'Europe orientale, de la rive adriatique et remontant jusqu'à la Pologne et la Lituanie. Empire extrêmement puissant, il suscitait la crainte en Europe. La Méditerranée orientale était quasiment devenue un lac ottoman. Puis, après la prise de Buda (Budapest), en 1526, Soliman le Magnifique assiégea, pour la première fois, Vienne en 1529. À cet égard, les deux sièges de Vienne – le second se tint en 1683 – qui firent trembler l'Europe contribuèrent largement à cette appréhension vis-à-vis des Ottomans. Toutefois, des alliances se nouèrent entre l'Empire ottoman et l'Europe chrétienne. L'alliance que sollicita François I<sup>er</sup>, après le désastre de Pavie en 1525, auprès de Soliman le Magnifique, constituait une alliance de revers contre les Habsbourg et fut, à cet égard, emblématique. Ce fut également en 1536 que des relations diplomatiques permanentes furent inaugurées entre la France et l'Empire ottoman, accordant des privilèges aux commerçants français, les « capitulations ».

Cependant, le 7 octobre 1571, la défaite maritime de Lépante face à une flotte hispano-italienne marqua, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, le début de l'affaiblissement de l'Empire ottoman et la fin des conquêtes. Puis, à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, les revers s'accumulèrent, à commencer par le second siège de Vienne en 1683. Le recul territorial allait commencer avec le traité de Karlowitz, signé le 26 janvier 1699, qui acta la perte de la Hongrie, des territoires dans le bassin des Carpates, la Transylvanie – sauf Temeschvar – à la faveur de l'Autriche. La Podolie et la forteresse de Kamianets revenaient à la Pologne. Enfin, la Morée et une partie de la côte dalmate allaient à Venise, tandis que la Russie gardait Azov. En outre, une nouvelle menace allait peser sur l'intégrité territoriale ottomane et elle fut exercée par la Russie qui progressait à la fois dans les Balkans, en Bulgarie et en Thrace orientale, mais aussi en Anatolie orientale, et ce, jusqu'au début du xix<sup>e</sup> siècle. Le traité de Karlowitz généra un sentiment de perte irrémédiable de territoires, sans espoir de reconquête.

Au début du xviii<sup>e</sup> siècle, en 1703, le sultan Ahmed III (r. 1703-1730) succéda à son frère le sultan Mustafa II (r. 1695-1703), qui avait été détrôné par les janissaires. Un précédent existait, puisque son prédécesseur, le sultan Mehmed IV (r. 1648-1687) avait subi le même destin en 1687. En 1711, le sultan Ahmed III mena une attaque, avec le roi Charles XII de Suède, qui était réfugié dans l'Empire ottoman après sa défaite par Pierre le Grand et des Tatars de Crimée. Lors de la bataille sur le Prout [*Prut Savachi*], il remporta une victoire sur Pierre le Grand. Les Ottomans reprirent Azov et chassèrent les Russes de la mer noire. En Moldavie et en Valachie, les princes

locaux qui avaient soutenu Pierre le Grand furent remplacés par des gouverneurs ottomans choisis au sein de l'aristocratie phanariote grecque d'Istanbul. Après cette campagne victorieuse, les Ottomans attaquèrent les Vénitiens et reconquirent la Morée.

Le prince Eugène de Savoie, à la tête des forces autrichiennes, remporta une victoire contre les Ottomans à Petervardein. Ainsi, en 1716, les Ottomans perdirent Belgrade et furent dans l'obligation de signer les traités de Passarowitz, en 1718. La « Paix de Passarowitz » comportait trois traités de paix qui actait la perte complète du bassin des Carpates pour les Ottomans. Deux traités furent signés le 21 juillet 1718. L'Autriche conservait le Banat avec Temechvar ainsi que le Nord-Est de la Serbie, dont Belgrade et la Valachie occidentale. Le second traité fut signé avec la république de Venise qui obtenait des privilèges commerciaux et gardait quelques localités en Dalmatie et en Albanie. Une autre convention fut signée à Passarowitz le 28 juillet 1718 qui accordait des avantages commerciaux et consulaires à l'Autriche. C'est alors que les Ottomans ouvrirent leur première représentation permanente en Europe avec un consulat ottoman à Vienne.

Le règne du sultan Ahmed III (1673-1736, r. 1703-1730) est communément appelé « l'Ère des Tulipes » [*Lâle Devri*]. « L'Ère des Tulipes » débuta plus exactement, en 1718, lors de la signature du traité de Passarowitz avec l'Autriche et se termina avec la révolte de Patrona Halil, en 1730. Cette période de paix marqua le début de l'occidentalisation de l'Empire ottoman.

Ainsi, depuis la signature des traités de Karlowitz et de Passarowitz, l'Empire ottoman se trouvait dans une posture défensive. En outre, il adopta une posture réflexive. Le règne du sultan Ahmed III se caractérisa, sur le plan culturel, par une volonté d'ouverture à l'Europe et les milieux réformateurs de « l'Ère des tulipes » encouragèrent les échanges avec l'Europe. Prenant conscience du retard technologique de l'Empire ottoman, le sultan Ahmed III réfléchissait à une modernisation de son armée et de ses armements pour regagner la parité qu'il avait perdue vis-à-vis de l'Europe. Le sultan Ahmed III s'appuya sur son grand vizir, Nevchehirli Damad Ibrahim Pacha, qu'il maintint à son poste le plus longtemps possible, de 1718 jusqu'en 1730, pour instiller et mettre en œuvre les réformes. L'une des nouveautés de cette époque fut l'envoi d'ambassades extraordinaires dans les capitales européennes, à Paris, à Londres ou à Vienne, afin de s'informer et de mieux connaître les pays européens. Toutefois, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la diplomatie ne fut pas une activité permanente et l'envoi de diplomates en missions revêtait un caractère exceptionnel. Ces ambassadeurs ottomans furent dépêchés en Europe pour rendre compte de sa



civilisation, de ses savoirs et de ses technologies et, d'autre part, des instructeurs étrangers furent invités pour servir dans l'Empire ottoman. Tel Claude Alexandre de Bonneval, dit Bonneval Pacha (1675-1747), un officier français qui se convertit à l'islam et intégra l'armée ottomane. Connu sous le nom de Humbaradji Ahmed [Ahmed l'artilleur], il fut affecté à l'organisation et au commandement de l'artillerie ottomane au sein de laquelle il créa le corps des bombardiers.

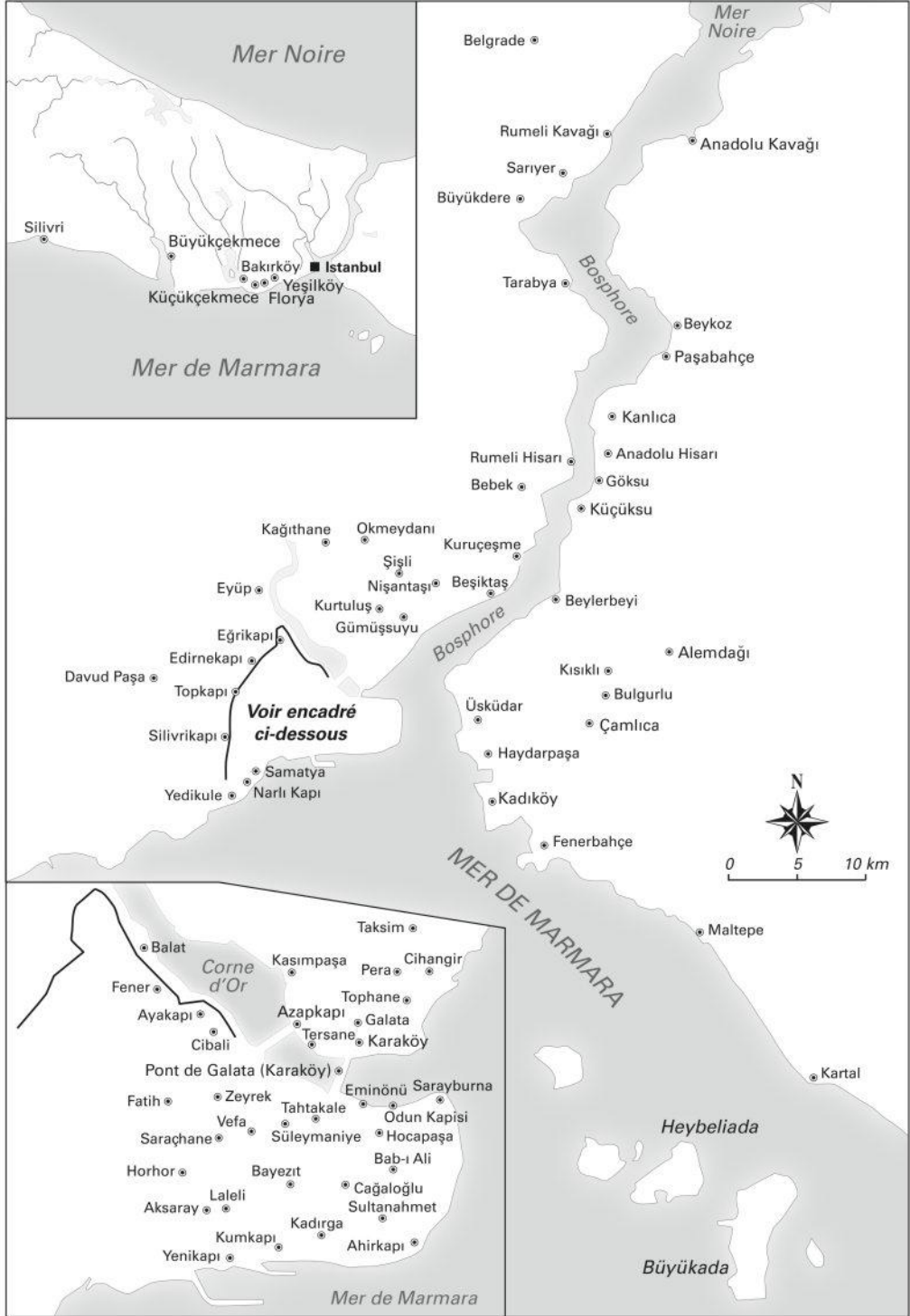
Une innovation marquante et très symbolique de « l'Ère des Tulipes » fut l'importation dans l'Empire ottoman, en provenance d'Europe, de la première imprimerie par Saïd Efendi et par Ibrahim Müteferrika, un converti hongrois. Elle devint la première presse en turc ottoman. En outre, Ibrahim Müteferrika créa le Conseil des Traductions [*Çeviri Konseyi*] qu'il dirigeait et qui était la première institution dans l'Empire ottoman à se consacrer aux traductions. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la création de la Chambre des Traductions [*Terdjüme Odası*] s'inscrivit dans sa continuité. De plus, en 1730, Ibrahim Müteferrika publia un « Traité de la tactique ou méthode artificielle pour l'ordonnance des troupes » dans lequel il défendait le caractère nécessaire de réformes.

À cette époque, le commerce et l'industrie furent encouragés. Des ateliers de fabrique de papier et de porcelaine furent créés. Un foyer [*Odjak*] des janissaires, de pompiers [*İtfaiye odjağı*] fut créé pour prévenir les incendies dans la ville d'Istanbul, qui étaient alors de véritables fléaux. En même temps, « l'Ère des tulipes » fut une époque de faste et de luxe au Palais avec l'organisation de somptueuses fêtes. Le sultan Ahmed III menait lui-même un train de vie très luxueux. L'engouement pour les tulipes, la « tulipomania », provoqua une hausse considérable de leur prix, à tel point que l'État dut intervenir pour le réguler. Le grand amiral Mustafa Pacha, qui était le fils adoptif du grand vizir Nevchehirli Damad Ibrahim Pacha, créa quarante-quatre nouvelles variétés de tulipes. De plus, les tulipes étaient représentées sur divers supports, tissus, broderies, peintures et étaient célébrées à la Cour. Objets de luxe, elles étaient un signe extérieur de richesse et de puissance, mais, sur le plan symbolique, elles exprimaient aussi une forme de nostalgie de la grandeur passée de l'Empire ottoman, ayant à la fois une connotation religieuse musulmane et renvoyant à l'identité de la dynastie ottomane, car ces bulbes étaient originaires du Turkestan. Ce fut également une période de renouvellement sur le plan culturel. Le poète Nedim introduisit des innovations dans l'écriture classique ottomane. En même temps, la tradition ottomane des albums de miniatures fut relancée à la Cour par le peintre Abdüldjelil Levni.

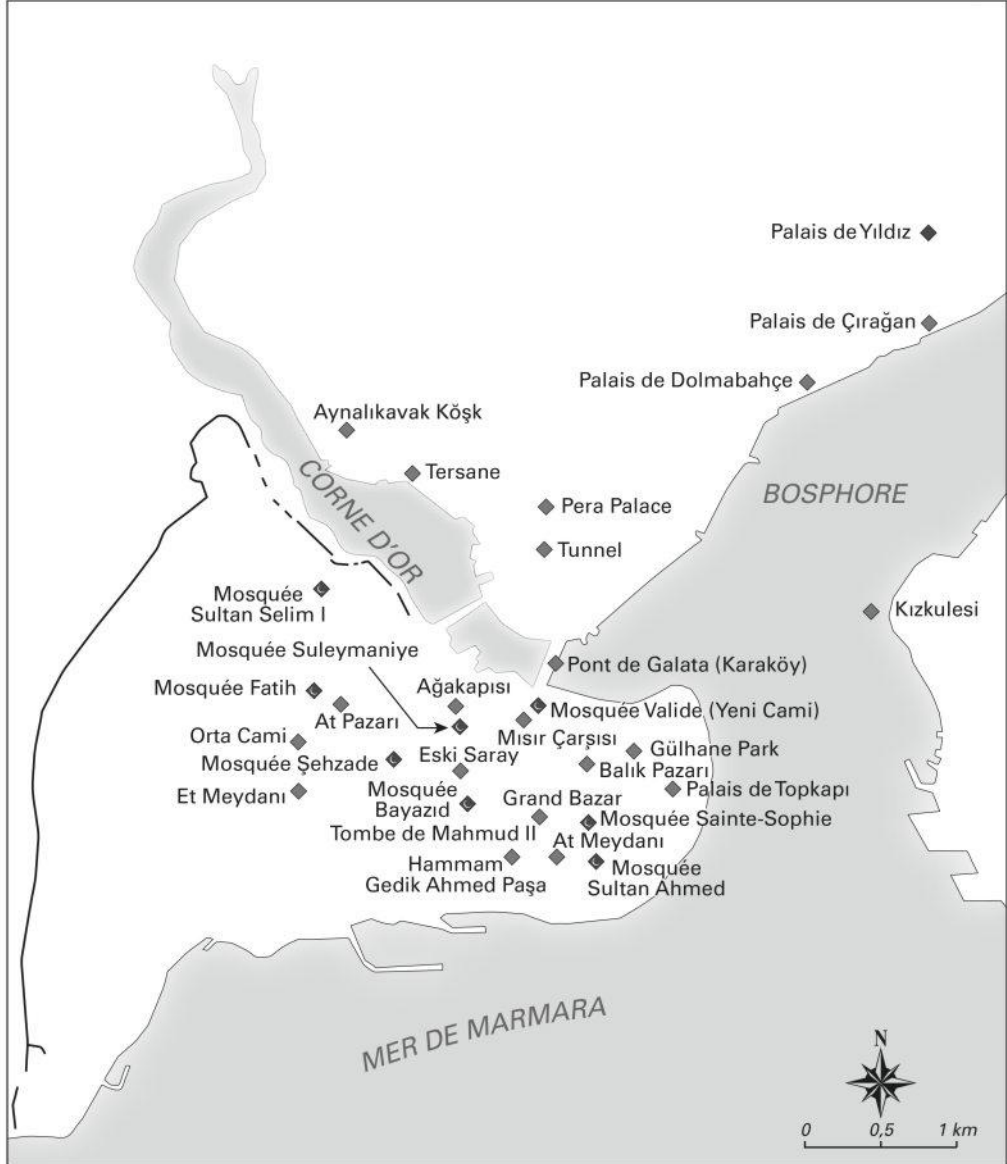
Toutefois, la politique volontariste du sultan Ahmed III était loin de faire l'unanimité. Vent debout, se dressaient à nouveau les janissaires sur son chemin. En 1730, la Perse attaqua l'Empire ottoman qui se trouvait dans une situation d'impréparation à la guerre. Elle provoqua une révolte de la population et de la troupe des janissaires à Istanbul qui était conduite par Hortepechli Arnavut Halil, dit Patrona Halil. D'origine albanaise, Patrona Halil était un janissaire connu pour pratiquer de petits trafics communs à cette époque. Outre ses fonctions de janissaire, il avait travaillé dans le hamam de Beyazıt à Istanbul et il était un habitué des *meyhâne* [bars à vin] de Péra. Lors de cette révolte, Patrona Halil réclama la tête du grand vizir, Nevchehirli Damad Ibrahim Pacha, qui fut exécuté. Toutefois, le mouvement ne s'arrêta pas là, puisqu'il exigeait également la déposition du sultan Ahmed III. Déposé le 1<sup>er</sup> octobre 1730, Ahmed III fut emprisonné et décéda six ans plus tard, en 1736. Ainsi, en 1730, le sultan Mahmud I<sup>er</sup> (1696-1754, r. 1730-1754) accéda au trône et il fut reconnu par les janissaires en révolte ainsi que par les dignitaires de la Cour. Le 6 octobre 1730, lors de la traditionnelle cérémonie de remise de l'épée d'Osman à la mosquée d'Eyüp, il fut accompagné par les janissaires factieux et ce fut Patrona Halil qui lui ceignit l'épée. Patrona Halil exigea la déposition de la plupart des officiers qui furent remplacés par des janissaires rebelles. Continuant à faire pression sur le sultan Mahmud I<sup>er</sup>, lors d'un Divan, Patrona Halil exigea une déclaration de guerre à la Russie. Toutefois, le grand vizir fédéra l'appui des muftis, de l'agha des janissaires et des officiers des janissaires ainsi que le concours du Khan de Crimée qui était menacé dans ses fonctions et se trouvait alors dans la capitale ottomane. Ainsi, ils réussirent à mater cette rébellion qui avait duré deux mois. Encerclé avec ses troupes, Patrona Halil fut tué ainsi que sept mille de ses soutiens.

L'une des caractéristiques des révoltes du XVIII<sup>e</sup> siècle ottoman était leurs revendications, telles que des demandes de baisse de l'imposition fiscale ou d'une plus grande justice, mais elles ne remettaient pas directement la légitimité de l'État en question. Alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, les dynamiques de contestations allaient acquérir une tout autre ampleur, mettant en cause l'État ottoman et faisant valoir des revendications séparatistes et indépendantistes. Ainsi, au XIX<sup>e</sup> siècle, le péril majeur pour l'Empire ottoman, n'était plus seulement un affrontement direct avec des puissances étrangères, mais aussi les rébellions internes à l'Empire qui, par ailleurs, étaient soutenues en sous-main par des puissances étrangères. En conséquence, la nature des menaces évolua et la problématique interne à l'Empire ottoman se complexifia grandement.

## Istanbul et ses environs



## Plan d'Istanbul



## Chapitre 1

# Une modernisation défensive : les prémices aux réformes ottomanes (1774-1807)

L'initiative des réformes militaires débuta au XVIII<sup>e</sup> siècle, tout d'abord, sous la direction du sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> (r. 1774-1789), puis du sultan Selim III (r. 1789-1807). Ces réformes furent entamées à l'issue du traité de Küçük Kaynardja, en 1774, qui marqua le premier recul territorial de l'Empire ottoman, en reconnaissant l'indépendance de la Crimée, sur un territoire majoritairement peuplé de musulmans. Ce traité provoqua un traumatisme important, ouvrant le débat sur le devenir de l'Empire ottoman et générant une grave crise intérieure. À cet égard, il fut considéré comme le début de la Question d'Orient.

### **Le contexte de la prise de décision réformatrice**

En Europe, la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et le XVIII<sup>e</sup> siècle étaient le théâtre d'un bouillonnement intellectuel intense par lequel la civilisation moderne européenne se forgeait, en remettant en question toutes les idées reçues, il s'agissait du siècle des Lumières. L'Empire ottoman était alors en proie à des difficultés majeures, remettant en cause son autorité et son prestige, tant sur la scène internationale qu'intérieure.

Certes, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Empire ottoman disposait encore d'un vaste territoire, mais, dans la réalité des choses, l'effectivité du pouvoir central était très limitée, se résumant à la Roumélie et à l'Anatolie, avec parfois un certain relâchement. La période qui débuta en 1760 et s'acheva dans les années 1830 fut extrêmement troublée, en raison de nombreux soulèvements tant au sein de l'armée que d'ordre politique dans la capitale et dans les provinces. Ainsi, le contexte de l'émergence des réformes militaires – qui furent les premières réformes à être réalisées – et celle des *Tanzîmât*, fut un rapport de force défavorable à l'Empire ottoman, se manifestant par des défaites militaires successives face à l'Europe.

De plus, l'effervescence de certaines provinces ottomanes allait jusqu'à remettre directement en cause l'hégémonie ottomane. À cet égard, la région du Danube fut le théâtre de guerres opposant l'Empire ottoman à la Russie, qui eurent un coût humain très élevé. Le traité de Küçük Kaynardja, adopté en 1774, à l'issue de la guerre contre la Russie (1768-1774) marqua le début de ce que les chancelleries européennes appelèrent la « Question d'Orient ». Pour l'Empire ottoman, le traité de Küçük Kaynardja constitua une forme d'électrochoc qui suscita une grave crise intérieure, posant de manière frontale la question du devenir de l'Empire ottoman. L'année 1774 fut un tournant pour l'Empire ottoman qui sortit extrêmement fragilisé de ce conflit contre la Russie.

En fait, Choiseul (1719-1785), celui que Catherine II surnommait « le souffleur de Mustafa » dans ses échanges épistolaires avec Voltaire, avait contribué à déclencher la guerre russo-ottomane de 1768, afin de sauver la Pologne grâce à une intervention ottomane. Or, l'armée ottomane n'était pas préparée à un conflit de grande ampleur. En 1770, l'armée ottomane fut défaite à plusieurs reprises en Moldavie. En août 1770, à Kartal [Kagul], près de cent mille Ottomans désertèrent. Les janissaires furent massacrés par centaines lors de leur tentative de traverser le Danube. Cette guerre fut un véritable fiasco puisqu'elle déboucha sur une défaite ottomane qui affaiblit la Pologne. En effet, la Pologne fut partagée en 1772 et le traité de Küçük Kaynardja, en 1774, marqua la fin de l'alliance de revers française en Europe orientale. Les défaites ottomanes ébranlèrent l'Empire ottoman qui subit de plein fouet la menace directe que la Russie faisait peser sur la capitale ottomane. En effet, le tournant de cette guerre se situa en 1770. À l'instar de la bataille de Lépante qui vit, le 7 octobre 1571 la flotte ottomane totalement ravagée à Çesme en l'espace de quelques heures, le 5 août 1770, la flotte ottomane fut complètement détruite par la flotte russe,

commandée par des officiers britanniques. Or, la marine de Catherine II ne parvint pas à remonter jusqu'à la capitale ottomane, car, en l'espace de trois semaines, les Ottomans réussirent à fortifier les Dardanelles, permettant de défendre avec succès ce détroit. Ces travaux furent menés sous la houlette de la mission militaire française et notamment sous celle du baron François de Tott. En 1770, la défense des Dardanelles s'avéra alors tout à fait essentielle, ainsi que cent quarante-cinq ans plus tard, pendant la Première Guerre mondiale, lors de l'assaut que lancèrent les troupes britanniques et françaises, du printemps jusqu'à la fin de l'année 1915. En 1770 et en 1915, l'encadrement étranger fut crucial pour ériger les fortifications des Dardanelles. Or, en 1770, l'encadrement militaire était français, tandis qu'en 1915, il était allemand. Et, dans ces deux guerres contre la Russie, les Dardanelles furent assurément un moment clé de la guerre. La deuxième partie de la guerre, de 1770 à 1774, fut un véritable tournant stratégique. La Russie s'affirma comme une Grande Puissance militaire et augura le début du rayonnement de l'impérialisme russe en Europe orientale. La participation indirecte de la Grande-Bretagne à ce conflit, car des officiers britanniques dirigeaient la flotte russe, illustra la supériorité de la tactique navale britannique. Quant à l'aide militaire française pour édifier les fortifications des détroits des Dardanelles et du Bosphore, sous la houlette du baron de Tott, elle démontra la supériorité française en matière de fortification. Aussi, au sortir de cette guerre qui les avait étourdis, pour les Ottomans, les deux mots d'ordre étaient réorganisation et modernisation. Des problèmes de déficiences technologiques et tactiques ainsi que dans le recrutement étaient évidents. L'indiscipline, les désertions, des problèmes dans le commandement et le manque d'entraînement étaient autant de questions à prendre en compte.

La « Question d'Orient » fut l'ensemble des développements diplomatiques et militaires relatifs au recul territorial de l'Empire ottoman qui se produisirent à partir du traité de Küçük Kaynardja, en 1774, jusqu'au traité de Lausanne, en 1923, qui préfigura la fin de l'Empire ottoman avant la proclamation de la république de Turquie au mois d'octobre 1923. Les grandes puissances européennes, la Russie, l'Autriche, la Prusse, la Grande-Bretagne, la France, puis l'Allemagne et l'Italie, en interactions les unes avec les autres, conduisirent des politiques concurrentes relatives au devenir de l'Empire ottoman. Outre cette pression exercée par l'impérialisme européen, l'Empire ottoman se trouvait simultanément en butte à une très forte pression exercée par des menaces intérieures.

Ces défaites se poursuivirent jusqu'à la prise d'Alger par les Français en 1830, qui fut suivie par l'occupation progressive de la province d'Alger. Il s'avérait impératif pour l'Empire ottoman d'apporter des réponses à la pression exercée par ces menaces afin de lutter contre l'érosion territoriale. En même temps, il lui fallait aussi prendre en compte les menaces intérieures, avoisinant une situation de quasi-décentralisation.

L'agenda réformateur consécutif à la guerre russo-ottomane de 1768-1774 fut d'abord amorcé par le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup>, puis poursuivi par le sultan Selim III. Ainsi, le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> créa un corps d'artillerie à tir rapide [*Surat topçuları*] et renouvela la marine ottomane détruite par les Russes lors de la fulgurante bataille de Çesme, le 5 août 1770. Puis, le sultan Selim III poursuivit l'œuvre de son prédécesseur en créant le « Nouvel Ordre » [*Nizâm-i Djedîd*], qui était constitué par un nouveau corps d'infanterie. À ce titre, Selim III fut considéré par les historiens comme le principal précurseur de cette politique de modernisation ottomane, dont le véritable démarrage se concrétisa par la mise en œuvre du projet réformateur du sultan Mahmud II (r. 1808-1839), dans la seconde partie de son règne, dans les années 1820.

## **Le précurseur des réformes : le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> (1774-1789)**

Les réformes ottomanes du XVIII<sup>e</sup> siècle et du XIX<sup>e</sup> siècle puisèrent leurs sources d'inspiration en Europe pour réorganiser, réordonnancer l'Empire ottoman et chercher à lui conférer une nouvelle vigueur, afin de renforcer et de restaurer sa souveraineté, en relégitimant son autorité et en assurant le maintien de l'ordre, notamment en raison des troubles pullulant à la périphérie. Il devait réussir à mobiliser ses compétences régaliennes qui étaient elles aussi appelées à évoluer pour impulser la dynamique réformatrice. L'Empire ottoman témoigna alors d'une étonnante capacité à réformer ses institutions et sa société, en alliant la tradition coranique et la pensée européenne. Ainsi, un siècle après l'Europe, le monde musulman, à l'instigation de l'Empire ottoman, initia à Istanbul et au Caire son siècle des Lumières, porteur de modernisation et de sécularisation.

Un vaste mouvement de réformes, mais tout d'abord dans le domaine militaire, fut initié à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à travers le long XIX<sup>e</sup> siècle ottoman, sur une pluralité de territoires ottomans dans un



contexte à la fois méditerranéen et musulman, dont nous allons analyser les modalités de l'expérimentation. La réforme militaire attire l'attention par son caractère premier dans l'Empire ottoman et elle fut ensuite suivie par les réformes civiles.

## Le traité de Küçük Kaynardja, un déclencheur des réformes

Dès la signature du traité de Küçük Kaynardja, en 1774, l'une des priorités qui s'imposa au sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> (r. 1774-1789) fut de promouvoir une armée capable de défendre les frontières de l'Empire ottoman. En effet, le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> succéda au sultan Mustafa III (r. 1757-1774), le 21 janvier 1774. Un peu plus de six mois après son arrivée au pouvoir, il fut confronté à la défaite des armées ottomanes face aux armées russes et il fut contraint de signer le traité de Küçük Kaynardja qui resta associé à son nom.

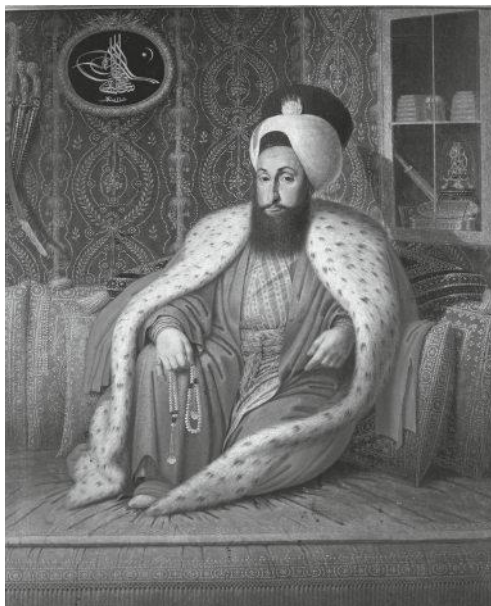
Le traité de paix de Küçük Kaynardja fut désastreux pour l'Empire ottoman et marqua une étape dans l'avancée russe en mer Noire. Le Khanat de Crimée, qui avait été conquis par les Ottomans trois siècles auparavant, passa sous domination russe. Il était le principal débouché ottoman par lequel transitait le commerce vers le Nord. La Russie devenait maîtresse des postes stratégiques de la mer d'Azov et des côtes orientales de la mer Noire, les ports d'Azov et de Kinburn. Dans le Nord du Caucase, la Russie occupa plusieurs forteresses en Géorgie et en Mingrélie. Le traité était ambigu concernant Kabarda, dans le Caucase, cédé à la Russie, avec l'approbation des Tatars. Ce problème se poursuivit jusqu'à la guerre de Crimée (1853-1856). Les marchands russes bénéficiaient de la libre circulation en mer Noire et à travers les Détroits ottomans et les marchands ottomans se voyaient accorder l'accès au territoire russe. De plus, la Russie reçut le droit d'ouvrir des consulats russes dans l'Empire ottoman afin de les protéger.

Le traité de Küçük Kaynardja était traversé par la question de l'identité religieuse. Si la Russie acceptait de respecter le sultan ottoman, en tant que calife de l'islam, il lui était demandé de protéger la religion chrétienne ainsi que ses églises, notamment dans les territoires évacués par les forces russes, dans les principautés danubiennes, ainsi que dans les îles égéennes. Il était question d'un projet de construction d'une église grecque-orthodoxe dans le quartier de Beyoğlu, à Istanbul, qui ne se concrétisa pas. Le pendant fut que

Catherine II autoproclama, par ce traité, que la Russie devenait la protectrice de tous les chrétiens grecs-orthodoxes de l'Empire ottoman.

Ce traité fut extrêmement difficile pour les Ottomans. Outre le paiement d'une indemnité de guerre considérable, la perte de la Crimée était traumatisante. Dans un premier temps, le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> essaya sans succès de provoquer la chute du Khan de Crimée nommé par la Russie, ce qui conduisit l'Empire ottoman à devoir reconnaître l'indépendance de la Crimée. En 1779, Catherine II annexa le Khanat de Crimée qui fut reconnu par l'Empire ottoman, en 1784, tout en gardant les prérogatives califales en Crimée.

Après ces défaites cuisantes face à la Russie, le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> initia la réforme de l'armée ottomane et il apparaît être le précurseur des réformes qui furent poursuivies par son successeur, le sultan Selim III (r. 1789-1807). Le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> dirigea personnellement cette politique réformatrice, en s'appuyant sur deux de ses grands vizirs successifs, Halil Hamid Pacha (déc. 1782 – mars 1785), puis Kodja Yusuf Hamid Pacha (janv. 1786-juin 1789), ainsi que sur un cercle étroit qui partageait ses idées. S'il avait la haute main sur l'administration centrale dans la capitale ottomane, la situation s'avérait bien différente dans les provinces, qui étaient, en partie, en proie à des soulèvements locaux. Le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup>, se trouvant dans une situation relativement fragile, chercha, autant que possible, à rétablir l'autorité du pouvoir central par la négociation et la palabre, en essayant de désamorcer l'opposition des chefs rebelles.



Selim III en audience en 1803, par Konstantin Kapıdağlı

## L'appel à des experts étrangers

Dans un premier temps, il consacra ses efforts à la création d'une artillerie et d'une marine renouvelées. Cette réformation passait, de manière incontournable, par l'ouverture du monde ottoman aux techniques et aux idées venues d'Europe. Pour ce faire, des experts militaires étrangers furent invités à accomplir des missions à Istanbul. L'artillerie fut confiée au baron François de Tott [Baro Toth Ferenc] (1733-1793) qui était un gentilhomme hongrois passé au service de la France, pour laquelle il exerça des fonctions de militaire et de diplomate. Le baron André de Tott, son père, avait rempli plusieurs missions dans l'Empire ottoman. En 1855, il avait accompagné le comte de Vergennes (1719-1787) qui lui avait confié diverses missions d'information dans l'Empire ottoman et particulièrement en Crimée. Partisan de l'intégralité territoriale de l'Empire ottoman pour défendre les intérêts de la France, le comte de Vergennes fut quatorze ans en poste à Istanbul, d'abord comme ministre plénipotentiaire, puis comme ambassadeur.

À la mort de son père, entre 1757 et 1763, le baron François de Tott fut employé à l'ambassade de France à Istanbul. Puis, en juin 1767, il fut nommé consul de France en Crimée. C'est à cette époque qu'il contribua à la restauration de Qirim Giray, le Khan des Tatars de Crimée. Ainsi, il se trouvait en Crimée lorsque la guerre éclata entre l'Empire ottoman et la Russie et qui fit rage de 1768 à 1774. Témoin oculaire des combats, il remit au sultan Mustafa III (r. 1757-1774) un rapport dans lequel il analysait cette guerre et faisait des propositions de réformes qui reçurent son assentiment, ainsi que celui de son successeur, le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup>. La modernisation de l'armée ottomane était, en effet, une question à laquelle le gouvernement français était sensible. Dès 1768, la France introduisit une proposition d'aide militaire à l'Empire ottoman, mais sans succès. L'aide française fut officiellement sollicitée par l'Empire ottoman en 1773 et, au mois de septembre de la même année, une dizaine d'experts français furent dépêchés à Istanbul. L'objectif de leur mission était jalousement gardé secret, puisqu'ils étaient « officiellement » supposés rebâtir le palais de France à Istanbul.

Ainsi, dès le mois de janvier 1774, le baron François de Tott, en collaboration avec le Français Aubert et l'Écossais Campbell, qui devint Campbell Mustafa Agha après sa conversion, mit sur pied un nouveau corps d'artillerie à tir rapide [*Sûrat Topçuları*]. Dirigé par le sergent français Obert, ses effectifs étaient certes réduits, mais ils étaient bien entraînés. En outre, la France fut, en partie, chargée de fournir des canons à l'Empire ottoman. En complément,

le baron François de Tott créa une fonderie de canons dans le quartier de Hasköy, à Istanbul, et il redonna vie à l'ancienne école d'ingénieurs fondée par Alexandre de Bonneval, dit Bonneval Pacha alias Humbaradji Ahmed Pacha (1675-1747). En 1731, Bonneval Pacha avait été invité par le grand vizir ottoman pour organiser le corps des bombardiers sur le modèle européen à Istanbul, où il était aussi devenu conseiller diplomatique. Ces réformes permirent les victoires ottomanes lors des campagnes de 1738 et 1739. Nommé bombardier en chef [*Humbaradji Bachı*], en 1840, il conduisit l'organisation du corps des bombardiers jusqu'à sa mort en 1747. Humbaradji Ahmed Pacha ouvrit également la première école d'ingénieurs militaires [*Hendesehâne* ou école de mathématiques]. Cette nouvelle école fut installée dans les bâtiments de l'arsenal de Tophane. Des officiers français y dispensèrent des cours, tels ceux de fortification, d'astronomie, de géographie et de cartographie jusqu'en 1788. Le baron François de Tott donna des cours de science navale qui conduisirent, en 1773, à la création de l'École navale à Tuzla, à Istanbul, pour former des cadets. Puis, en 1784, l'École navale prit le nom d'École Impériale d'ingénieurs de la marine [*Mühendishâne-i Bahri-i Hümayûn*]. Le baron François de Tott réforma aussi les pontons et conduisit des travaux de défense par l'édification de forteresses, notamment aux Dardanelles, après la défaite de Çesme, en 1770, ainsi que sur les bordures des frontières ottomanes en Ukraine, à Özü [Otchakov, Oczakow] et en Crimée. Connaissant la langue turque, il voyagea dans l'Empire ottoman et accomplit également une mission de prospection pour l'édification du futur canal de Suez.

Deux ans plus tard, en 1776, le baron François de Tott quitta l'Empire ottoman et revint en France. Après son départ, le sergent Obert fut renvoyé. Toutefois, Campbell et Aubert continuèrent son œuvre. En outre, le nouveau corps d'artillerie fut démis et seule la fonderie de canons subsista après le départ du baron François de Tott. Quant à la rénovation de la marine, elle fut confiée à Djezairli Ghazi Hasan Pacha, qui avait survécu à la bataille de Çesme en 1770 et qui fut nommé grand amiral en 1774. En effet, la flotte ottomane fut quasiment annihilée, dans la baie de Çesme, par la flotte russe qui avait traversé la mer baltique, puis la Manche, l'Océan atlantique et enfin la Méditerranée pour venir la frapper à domicile. Djezairli Ghazi Hasan Pacha passa des commandes pour la construction de nouveaux vaisseaux de guerre modernes dans différents arsenaux en Europe. De plus, il fit également appel à des techniciens étrangers, qui furent encadrés par deux ingénieurs français, Le Roi et Durest. Simultanément, en 1773, une école d'ingénieurs de la marine

fut fondée [*Mühendishâne-i Bahrî-i Hümayûn*], grâce aux efforts conduits par Djezairli Ghazi Hasan Pacha. Cette école d'ingénieurs de la marine fut la première école à enseigner les techniques venues d'Europe. L'objectif qui lui était assigné était de former des officiers de marine maîtrisant la géométrie et la géographie, la cartographie ainsi que la construction des galions. Le premier professeur principal [*Bachhodja*] était Seyyid Hasan Efendi, un mathématicien polyglotte, parlant de nombreuses langues : l'arabe, le persan, l'italien, l'anglais et le français. L'école d'ingénieurs de la marine, par la force des choses, devait recruter des enseignants venant d'Europe et elle les employait à titre individuel. Puis en 1795, les deux écoles d'ingénieurs de la marine [*Mühendishâne-i Bahrî-i Hümayûn*] et la nouvelle École du génie militaire [*Mühendishâne-i Berri-i Hümayûn*] fusionnèrent. Ainsi, ces deux écoles d'ingénieurs militaires eurent la primeur de la formation dans les armes savantes. Un certain nombre des cours qu'elles dispensaient ne l'était nulle part ailleurs dans l'Empire ottoman, comme l'astronomie [*Ilm-i Heyet*]. Elle ne fut enseignée dans les écoles secondaires militaires [*Askeri Rüşdiye*] qu'à partir de 1838, puis dans les écoles préparatoires militaires [*Idâdi-i Umumi Askerî*] après 1869.

Ce vent de réformes souffla aussi sur les corps des janissaires et des sipahis, mais de manière relativement superficielle. En effet, il s'agissait de les rappeler au respect des procédures, en cherchant à restaurer l'obéissance et la discipline. Quant aux sipahis détenteurs de *Timârs* [de concession fiscale], ils devaient respecter l'engagement de vivre sur leurs terres. Toutefois, ces mesures étaient reçues de façon tout à fait mitigée par un certain nombre d'acteurs qui en prenaient ombrage. Les conservateurs, les religieux, des ulémas ainsi que certains chefs militaires y voyaient une atteinte à leurs prérogatives. La poignée de réformateurs fut accusée de contrevenir aux préceptes de la religion musulmane en faisant appel à des techniciens étrangers, qui, d'ailleurs, étaient majoritairement des Français. De plus, les opposants aux réformes reçurent un soutien en sous-main de la part des pays peu désireux de voir l'Empire ottoman se réorganiser, tels la Russie et l'Autriche-Hongrie, qui étaient ses rivaux et ses compétiteurs. Au contraire, les pays qui firent alliance avec l'Empire ottoman dans son entreprise réformatrice étaient globalement les partisans de l'Europe des Lumières, à savoir la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Simultanément, la France était occupée en Amérique avec la guerre d'Indépendance (1775-1783) qui faisait rage, opposant les Treize colonies d'Amérique du Nord au royaume de la Grande-Bretagne, et dans laquelle

elle s'engagea officiellement en 1778. Lorsqu'elle prit fin, en 1783, la France put de nouveau se consacrer à la Question d'Orient. En effet, au mois de novembre 1783, l'invasion de la Crimée par la Russie conduisit le grand vizir ottoman à solliciter l'aide militaire de la France. Ainsi, la France dépêcha alors une seconde mission militaire dans l'Empire ottoman, de nouveau, avec maintes précautions, pour ne pas susciter l'attention des autres puissances européennes. Toutefois, à la suite d'intrigues, en 1785, les conservateurs réussirent à obtenir le renvoi du grand vizir. Puis, à la suite des protestations émises par l'Autriche, les experts militaires français furent contraints de partir, au mois de novembre 1787.

Le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> porta également ses efforts à la promotion de l'essor de l'économie. Il relança l'industrie locale, en permettant le développement de l'artisanat et de l'industrie textile. En effet, l'impression du premier livre en langue ottomane fut tardive et ne parut qu'en 1728, sous la houlette d'Ibrahim Müteferrika, un Hongrois converti à l'islam, surnommé *Basmatçı* [L'imprimeur]. Ces nouvelles presses ottomanes ne fonctionnèrent que seize ans et elles n'étaient pas autorisées à publier des livres relatifs aux disciplines religieuse ou juridique. De même, alors que la première imprimerie ottomane avait été fermée lors du décès d'Ibrahim Müteferrika (1674-1745) son fondateur, le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> permit sa réouverture.

En effet, deux historiographes, Rachid Mehmed Efendi et Vasif Efendi obtinrent l'autorisation du sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> de reprendre l'entreprise de l'imprimerie, après avoir racheté le matériel aux héritiers d'Ibrahim Müteferrika, et commencèrent à publier en 1783. En 1795, l'imprimerie trouva ensuite sa place dans l'École Impériale du génie [*Mühendishâne-i Berri-i Hümayûn*] à Hasköy, créée par le baron François de Tott. Un professeur de l'École Impériale du génie, Abderrahmane Efendi la dirigea et fit notamment imprimer un dictionnaire de langue persane ainsi qu'un ouvrage en langue française favorable à la réforme de l'armée. Ce livre, qui avait été rédigé par Mahmud Raïf Efendi, était intitulé *Tableau des nouveaux règlements de l'Empire ottoman* et il parut en 1798. Une autre imprimerie vit le jour dans l'enceinte de l'ambassade de France grâce à son ambassadeur, le comte de Choiseul-Gouffier. En 1787, elle imprima deux ouvrages destinés à l'enseignement militaire. Laffite-Clavé publia les *Éléments de castramétation et de fortification passagère* et Truguet un *Traité de manœuvre pratique*. De plus, elle fit paraître les *Éléments de la langue turque*, rédigés par le père Viguier. Lors de la Révolution française, cette imprimerie diffusa des documents et des bulletins favorables à la Révolution, publiés à la fois en français

et en ottoman. Ces presses connurent ensuite des déménagements successifs. En 1802, elles s'installèrent à Üsküdar, un quartier de la rive asiatique, à Istanbul.

Alors que depuis 1779, la Russie avait annexé la Crimée, le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> déclara la guerre à la Russie, en 1787. De plus, en décembre 1788, l'Autriche rejoignit la Russie. Le 7 avril 1789, tandis que la guerre prenait une tournure tragique pour les Ottomans, le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup>, apprenant le massacre de la population de la forteresse d'Özü [Otchakov, Oczakow], fortifiée par les soins du baron François de Tott, tombant aux mains des armées du prince Grégori Potemkine, rendit brutalement l'âme. En octobre 1789, Belgrade capitula devant les Autrichiens qui occupèrent la Valachie. Quant à la Russie, elle occupa Akkirman, en octobre 1789, puis Bender, en novembre 1789.

Lors de la Révolution française, les relations diplomatiques furent rompues entre l'Empire ottoman et la France. Elles ne furent rétablies qu'en 1793, date à partir de laquelle les projets d'aide militaire française à l'Empire ottoman furent de nouveau remis à l'ordre du jour et se poursuivirent.

## **Le sultan Selim III et le *Nizâm-i Djedîd* (« Nouvel Ordre ») (1789-1808)**

Lorsque le sultan Selim III accéda au pouvoir, au mois d'avril 1789, en pleine guerre contre la Russie, l'Empire ottoman était aux prises avec de graves difficultés, y compris financières car le Trésor public ottoman avoisinait la banqueroute. Avec l'aide de ses conseillers, le sultan Selim III commença par établir un état des lieux de l'Empire, afin d'être en mesure d'apporter une réponse aux défaites militaires cuisantes enregistrées par l'armée ottomane. Tout d'abord, l'armée ottomane manquait singulièrement d'effectivité face aux forces russes et faisait face à de multiples problèmes, qu'il fallait d'abord identifier, puis analyser afin d'y répondre. L'un des problèmes de l'armée ottomane tenait à la multiplicité des troupes et à une répartition des tâches et des responsabilités qui manquait de lisibilité et provoquait des doublons ainsi que de mauvaises relations entre différents corps. De plus, ces forces variées souffraient de l'absence de commandement unifié. En outre, l'absence de centralisation en matière de recrutement le conduisait à se reposer sur les notables locaux. Toutes les forces armées étaient donc touchées par des problèmes, voire des dysfonctionnements, y compris les forces centrales.

## Les difficultés liées à la guerre de Russie

Dans un premier temps, en raison de la guerre avec la Russie (1768-1774 et 1787-1792), le sultan Selim III décida de s'allier à la Suède et à la Prusse afin de faire contrepoids face à la Russie et à l'Autriche. Ainsi, le traité de Zistova [Sistova], signé avec l'Autriche en 1790, maintenait quasiment *le statu quo*. Puis, le 9 janvier 1792, le traité de Jassy [Iassi] fut signé avec la Russie, marquant la fin de la seconde partie de la guerre, qui était une reconnaissance de la perte de la Crimée, en faisant désormais passer la frontière entre l'Empire ottoman et la Russie le long du Dniestr, après l'armistice conclu entre l'Empire ottoman et la Russie au mois d'août 1791. Ainsi, l'Empire ottoman reconnaissait l'annexion de la Crimée par la Russie et évacuait les principautés danubiennes.

Lors de ces longues années de guerre contre la Russie et l'Autriche, les notables des provinces ottomanes avaient profité de la situation pour accroître leur pouvoir local. Notamment dans les Balkans, Ali Pacha de Janina, Mustafa Bayraktar à Rusçuk et Pasvandoğlu à Vidin étaient devenus des notables à l'assise de plus en plus large. En Anatolie, un phénomène similaire était à l'œuvre, avec les Çapanoğlu et Tayyar Pacha, et en Palestine, Ahmad Djazzar Pacha, mais, outre dans les provinces, l'ensemble des territoires était concerné et la capitale ottomane elle-même était sujette à des troubles qui faisaient peser une menace sur l'ordre public.

C'est pourquoi, en raison des guerres, le sultan Selim III fut contraint de retarder le lancement des réformes. Toutefois, il nomma ses partisans à des postes de responsabilité. Les réformes qu'il envisageait balayaient un large spectre, dépassant la réforme militaire et administrative, en y incluant également des mesures à caractère économique et social. Lorsque la paix fut revenue, il profita d'une accalmie en raison des guerres napoléoniennes qui mirent le continent européen à feu et à sang, neutralisant pour un court moment les menaces russe et autrichienne. Le sultan Selim III mit à profit cette situation de calme inédite dans l'Empire ottoman depuis deux décennies.

La réforme de l'armée apparaissait incontournable, malgré les difficultés que cette dernière rencontrait. Si les chefs des janissaires étaient réticents aux propositions réformatrices qui leur étaient faites, ils reconnaissaient qu'ils avaient essuyé d'humiliantes défaites. En 1789, lors de la guerre contre la Russie, 120 000 janissaires furent mis en déroute par 8 000 soldats russes sur les rives du Danube. Toutefois, la position des janissaires était intenable car ils refusaient la création d'une armée nouvelle. En même temps,



ils s'opposaient aussi la réorganisation de l'armée existante, en suivant des modèles européens. Chaque réforme suscitait la colère des janissaires qui protestaient en manifestant dans les rues de la capitale et en réclamant la tête de leurs officiers et des bureaucrates de la Cour du sultan.

## Les réformes du sultan Selim III

Pour ces raisons, le sultan Selim III décida de poursuivre les réformes initiées par son prédécesseur, mais avec une plus grande détermination encore. Les réformes préconisées par le sultan Selim III embrassaient les secteurs considérés comme prioritaires. Après la signature du traité de Jassy, en 1792, ses conseillers lui présentèrent plusieurs propositions de réforme de l'armée, allant d'une réforme du système déjà existant à la mise sur pied d'une armée nouvelle. La menace première était la menace militaire et la réforme de l'armée devint, en conséquence, la première des priorités. Elle se déclina par une réforme de l'armée de terre, mais la marine fut aussi un chantier prioritaire de la réforme. Ensuite, l'essor de la diplomatie s'avérait essentiel pour nouer de nouvelles relations au monde et mieux s'insérer dans la diplomatie internationale.

En raison du caractère exsangue des finances de l'État ottoman, en préalable à toute autre réforme, s'imposait un remaniement du fonctionnement du Trésor Public ottoman et de la taxation pour générer de nouvelles recettes qui pourraient financer la « Nouvelle armée » [*Nizâm-i Djedîd*]. C'est pourquoi, au mois de mars 1793, fut créé le Nouveau Trésor [*Irâd-i Djedîd*] pour financer la mise sur pied d'une armée de type moderne, le *Nizâm-i Djedîd*. Mustafa Rechid Pacha fut nommé à la tête de ce nouveau Trésor ainsi qu'à la direction des nouveaux soldats entraînés [*Talimli Askerler*]. Il est absolument essentiel de souligner le lien entre ces deux responsabilités qui emportaient des conséquences importantes, tant sur le plan militaire que sur le plan social. Les revenus des fermes foncières [*Malikhâne*] et les impôts des villes saintes de La Mecque et de Médine furent affectés à ce nouveau Trésor. De même, des mesures furent prises pour recouvrer les revenus non perçus de l'ancien système du *Timâr* ainsi que le produit des douanes. Il va sans dire que ces mesures provoquèrent une vive résistance dans la catégorie sociale des grands propriétaires terriens. Toutefois, la déposition du sultan Selim III ajourna ce projet dans la plus grande partie de l'Empire ottoman. En effet, cinq années plus tard, de nombreux contrats de *Malikhâne* furent récupérés par Muhammad Ali Pacha d'Égypte.

## La consultation : nouvelle voie vers la réforme

De manière tout à fait inédite à la Cour, le sultan Selim III instaura un climat de débats et de discussions pour promouvoir des réformes et examiner le devenir de l'Empire ottoman. Ainsi, il consulta le grand vizir, les ministres et les bureaucrates, préfigurant ainsi la professionnalisation du rôle des bureaucrates à partir des réformes du sultan Mahmud II. Le sultan Selim III leur demanda de rédiger des projets ainsi que des recommandations écrites, afin de les soumettre à la discussion. Ainsi, le débat autour des réformes prit une nouvelle dimension et alla aussi puiser à de nouvelles sources de réflexion et d'inspiration. À cet égard, la prise en compte de la situation internationale et des expériences conduites dans les autres pays européens marqua une ouverture au monde ainsi que la volonté d'intégrer la communauté internationale et de se mettre à jour dans divers domaines. Une dynamique d'échanges se mit en place, tant sur le plan interne que sur le plan international. Par exemple, l'expérience de réforme menée par Pierre I<sup>er</sup> le Grand (1672-1725, r. 1682-1725) fut étudiée attentivement, certes, parce que la Russie était un adversaire de l'Empire ottoman, mais aussi parce que les deux empires comportaient un certain nombre de similarités, tels les soucis financiers, la résistance farouche et acharnée des élites intellectuelles et provinciales, sans compter le poids de la hiérarchie religieuse... Autant de freins qui étaient eux aussi puissants dans l'Empire ottoman. Il apparut que l'une des clefs de la réussite de la politique de modernisation entreprise par Pierre I<sup>er</sup> Le Grand avait résidé dans son information relative aux développements récents en Europe et leur appréciation afin de mettre à jour son pays dans un souci de parité. À cet égard, Pierre I<sup>er</sup> Le Grand fut le premier souverain russe à voyager en Europe et au cours de deux longs séjours de plus d'une année, en Prusse, en Grande-Bretagne et en France notamment, il tissa des liens avec des savants et étancha sa quête de savoirs. Ainsi, l'armée russe était beaucoup plus en avance et plus moderne que ne l'était son homologue ottomane, notamment grâce à l'emploi d'officiers étrangers. Pierre I<sup>er</sup> Le Grand avait aussi promu une armée permanente de conscription obligatoire pour tous, d'une durée de vingt-cinq ans. Ayant mené une politique intensive de modernisation et d'expansion territoriale, à la fin de son règne, la Russie s'était hissée au niveau des grandes puissances européennes.

Le sultan Selim III prit aussi en compte les débats antérieurs sur la réforme et les écrits dont des Ottomans, chefs de file du parti réformateur, avaient rendu compte. Dès 1832, Ibrahim Müteferrika affirmait,